

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN

123, rue Montmartre, Paris (2^e)

Il faut sauver les autres

Manque d'organisation, manque de temps, nous n'avons malheureusement pas pu nous renover suffisamment pour arracher des griffes du bourreau Gil, Santillan et Martel.

L'irréparable est accompli, pour ces trois malheureux jeunes camarades.

Mais ils n'étaient pas les seuls. La police et la gendarmerie espagnoles tiennent encore, dans leurs sales pattes, une quantité d'autres martyrs ayant participé, ou étant accusés d'avoir aidé à la tentative de cultiver l'odieu dictature de Primo de Rivera.

D'après les quelques renseignements que nous possédons, dix-neuf de ces malheureux attendent, dans les prisons espagnoles, d'être jugés par les cours martiales.

Nous n'avons aucune nouvelle de leur sort. Nous ne savons quand ils comparaitront devant les larrins qui les condamneront par ordre, comme les trois autres, mais nous avons tout à craindre pour leur existence. Ils n'auront peut-être trainé un peu plus longtemps dans les geôles que pour subir le même sort que Gil, Santillan et Martel.

Une vive indignation a secoué dans tous les pays, tous les hommes de cœur, à l'annonce du forfait de Pamplune. De nombreux ordres du jour, très énergiques, ont été votés. La presse de gauche a plus ou moins protesté. Dans les meetings, où cette vision du garrot fut évoquée, un même sentiment de colère anima les assistants.

Les gouvernements assassins de Madrid ont compris qu'ils s'étaient mis hors l'Humanité par leur acte ignoble et fâche. Ils n'ont pas osé renouveler immédiatement l'odieux crime, en faisant exécuter ceux qui restent dans les prisons.

Ils attendent. L'indignation, comme tous les sentiments humains, et surtout les sentiments collectifs, va s'apaiser.

Les nécessités de la vie portent toujours l'attention, le silence organisé et peut-être acheté de la presse, feront oublier qu'il est d'autres malheureux qui chaque matin et chaque soir se demandent anxieusement si leur sort tragique va se décider.

Et un beau jour un bref communiqué nous apprendra d'autres exécutions. Nous protestons, ferons notre *mea culpa*, mais il sera trop tard. La même sanglante tragédie que celle de Pamplune se sera déroulée, sans que nous ayons pu l'empêcher.

Il ne faut pas que cela soit. Il est bon de déplorer la fin de ceux qui sont morts, mais ne serait-il pas préférable de nous agiter, de pousser le cri d'alarme, de faire comprendre aux maîtres de l'Espagne que nous ne tolérons pas que d'autres malheureux périssent encore par les mains de leurs bourreaux.

Alphonse XIII et Primo de Rivera ont déjà fait couler trop de sang innocent. Il faut qu'ils arrêtent la leurs méfaits.

Que ce soit au Maroc ou en Espagne, ces monstres n'ont su assurer leur domination qu'en faisant répandre le sang humain. Si l'Humanité n'est pas en état de mettre un terme aux exploits de ces odieux personnages, c'est que les temps de barbarie sont encore présents.

Les dernières dépêches du Maroc annoncent une nouvelle reculade des troupes espagnoles. Cette défaite ne pourrait que nous être indifférente, juste punition de la mégalo manie des dirigeants espagnols.

Malheureusement, ce n'est ni leur vie, ni leur liberté, ni leur bien-être qui sont menacés. Plus de 20.000 pauvres soldats espagnols y ont trouvé la mort ces derniers mois, sans compter les pertes des Marocains, inconnues.

Pour les révoltés, c'est le bourreau avec son garrot. Pour les soumis, c'est l'envoi au Maroc des jeunes hommes, le massacre en grand. L'Autorité ne se maintient qu'en fauchant les vies humaines, aussi bien de ceux qui se résistent que de ceux qui se courbent. Pour gouverner les peuples, il faut être exempt de toute pitié, de toute humanité.

Allons-nous assister impuissants à ce double crime ? Je ne le pense pas.

Les tyrans de l'Espagne doivent voir se dresser contre leurs sanguinaires intentions tout ce qui, sur notre planète, a un cœur et une raison.

Quand un meurtrier a commis un forfait on lance toute la police à ses trousses. Bien souvent, la société est plus coupable que lui.

Nous avons devant nous des malfais-

teurs bien autrement redoutables que le vulgaire voyou; des personnes qui séparent la mort, le deuil, la misère à pleines mains lâchement, à l'abri dans leurs somptueuses demeures. Les empêcher de continuer est plus qu'un devoir, c'est une nécessité si le monde ne veut pas rétrograder vers la pire réaction.

Nous avons 19 pauvres petits camarades qui espèrent encore que notre action leur sauvera la vie et la liberté. Notre tâche est toute tracée. Il nous faut porter cette question devant l'opinion publique.

Il nous faut secouer la presse qui dort d'un sommeil suspect. Il nous faut rendre à l'existence, à la liberté, les révolutionnaires espagnols qui ont mis leur confiance en nous.

Georges BASTIEN.

LE FAIT DU JOUR

L'Amnistie

La Chambre, ayant pris le temps de respirer, a enfin repris la discussion sur l'amnistie. Les premiers discours montrent qu'un large esprit d'apaisement est loin de dominer dans cette assemblée.

Les réactionnaires de toutes nuances n'ont pas manqué l'occasion de sortir à nouveau tout leur bagage : le pays en péril, etc., etc. C'est étonnant ce que les idées de ces gens-là se réduisent à quelques formules creuses, bonnes tout au plus à masquer leurs bas appétits de jouteurs, leurs égoïstes intérêts de classe.

Du côté des partisans de l'amnistie, on peut noter un manque d'énergie caractérisé! Ils n'ont pas du tout l'air d'être imprégnés de l'idéal d'humanité dont ils se réclament. S'ils ont l'apparence de résister à l'esprit réactionnaire du Sénat, c'est uniquement parce qu'ils ont fait des promesses à leurs électeurs, et qu'une volte-face trop rapide les désconsidererait de suite.

Ce marchandise, digne de trafiquants de bestiaux, à propos de la loi dite de pardon, est tout simplement ignoble.

Ceux qui ont osé se faire pardonner, ce ne sont pas les malheureux qui sont à Biribi, dans les maisons centrales, tous victimes des institutions sociales actuelles.

Celui qui a déclenché la guerre ou en a profité a davantage à se faire pardonner que le soldat qui se rebelle.

Le militant poursuit pour sa propagande plus honnête homme que les canailles à stigmatisées et qui l'ont fait condamner.

L'amnistie n'est pas une mesure de pardon, ni davantage de justice. C'est simplement un poids de moins sur la conscience que nos maîtres s'enlèvent. Mais ils sont tellement dépourvus de toute morale qu'ils n'y consentront que forcés et contraints. Peut-être la libération de toutes leurs victimes leur semble-t-elle une condamnation de leurs actes ?

Une violente tempête dans la Baltique

DES MILLIERS DE PECHEURS DISPARUS

Quatre mille barques de pêche ont été surprises dans la Baltique par une tempête, et n'ont pu regagner l'embarcadère de la Vistule.

Vingt-deux navires ancrés dans les ports voisins ont envoyé immédiatement des embarcations de sauvetage au secours des bateaux en péril.

Quatre cents seulement on pu être sauvés.

La plupart des barques, qui tenaient la mer depuis huit jours, n'avaient plus de provisions à bord, et la plupart des hommes qui les montaient étaient à moitié morts de faim et de fatigue.

Les rapports officiels signalent que plusieurs milliers de pêcheurs ont été noyés et que l'on n'a retrouvé que quelques corps. Tout le matériel de pêche se trouvait anéanti, la détresse est grande dans la région.

L'explosion d'une mine

DEUX OUVRIERS TUES

Nous apprenons qu'à Saint-Dié les ouvriers Charles Masson, âgé de 31 ans, et Félix Crugnola, 27 ans, avaient préparé une mine dans un chantier, à Cobroy-la-Grande.

Comme l'explosion tardait à se produire, les deux ouvriers vinrent se rendre compte de ce qui se passait, mais à leur arrivée l'engin éclata et les malheureux furent tués.

Ce sont là des drames soudains et inexorables qui fauchent les forces vives du peuple, souvent par la faute des entreprises qui ne mettent pas leur personnel dans des conditions suffisantes de sécurité.

Encore deux noms à inscrire sur ce tableau funbre des victimes du travail.

Il faudrait que de telles tragédies se répient, et que la vie du producteur soit protégée d'une façon plus rationnelle et plus attentive.

Nous avons devant nous des malfais-

Le mouvement gréviste de Douarnenez

Justin Godart a reçu aujourd'hui les délégués ouvriers et patronaux. Les délégués ouvriers ont déclaré au ministre qu'ils étaient mandatés pour accepter son arbitrage en ce qui concerne le salaire de base. Les délégués des patrons ont nettement refusé.

Le ministre a essayé d'établir un accord entre grévistes et patrons. Les délégués patronaux ont promis au ministre de défendre, sans changement, les propositions suivantes :

Aucun renvoi pour faits de grève ;

Institution d'une commission paritaire présidée par le juge de paix ou l'inspecteur du travail, pour ajuster les salaires au cours de la vie pendant l'année 1925 ;

Adhésion des patrons à une caisse de compensation payant des allocations familiales à partir du premier enfant à la charge de l'ouvrier ou de l'ouvrière.

Mais sur la question principale, c'est-à-dire celle des salaires de base, les délégués patronaux ont déclaré ne vouloir faire aucune concession, et s'en tenir aux propositions déjà faites, portant le salaire des femmes à 0,90, et celui des hommes à 1,50 au lieu de 0,80 et 1,25.

Les grévistes de leur côté ont maintenu leurs revendications dont le salaire est pour les femmes de 1,25 et pour les hommes de 1,75.

Les délégués se sont donc quittés maintenant leurs positions respectives. Les patrons avaient espéré en acceptant cette entrevue que les grévistes, mis par l'espérance, déjà touchés par de rudes privations, auraient lâché pieds devant le dernier refus.

Nous y voilà, c'est la guerre à outrance, déclarée aux travailleurs. Les patrons n'ont pas envie de faire face à ceux qui gagnent leur fortune, à ceux qui font vivre journallement.

Et bien les travailleurs acceptent la bataille, il n'est plus de grévistes de Douarnenez, ce sont tous les prolétaires, tous les producteurs, qui vont se dresser face à l'horrible patronat pourvoyeur de misère. Tous debout, les copains ! Aidons nos camarades en lutte !

Il est des frères qui demandent leur pain quotidien : Arrêtez les idées, les opinions, montrez votre volonté de soutenir les grévistes jusqu'à la capitulation des patrons !

La situation marocaine se complique

Allons nous assister à une alliance entre la France, l'Angleterre et l'Espagne pour lutter contre les Marocains.

Primo de Rivera vient à nouveau de subir un retentissant échec, et sur une échelle de plus de 200 kilomètres, toutes les positions sont abandonnées par les troupes espagnoles, et Abd-el-Krim reprend possession du Maroc que l'Espagne avait mis plus de sept ans à conquérir.

Les Arabes sont maîtres absolus de la côte, à tel point que les bateaux ne peuvent plus y aborder et une position située en face de Gibraltar est elle-même tombée entre les mains des tribus rebelles.

Toutes les troupes espagnoles près de 150.000 hommes, se retirent en désordre, sur tout le front, et Abd-el-Krim reste maître des positions.

Mais la situation se complique, du fait que lors de son dernier passage à Paris et dans les conversations qu'il eut avec M. Herriot, le Ministre des affaires étrangères britannique a abordé la question marocaine et il semble que notre premier ministre

« bloc des gauches » ait traité des accords qui engagent l'avenir et peuvent entraîner la France dans une aventure guerrière.

L'Angleterre considère que ses intérêts à Tanger sont menacés, et la France estime que si le Maroc espagnol est évacué, l'Algérie sera à la merci d'une tentative des Rifains. Une note officielle publiée hier par la presse laisse entendre qu'une action commune avait été arrêtée par M. Herriot et M. Chamberlain en ce qui concerne l'avvenir immédiat, et que le gouvernement espagnol, favoriserait l'entrée dans l'action de la France et de l'Angleterre.

Sans ignorer que la politique d'Abd-el-Krim est également une politique de domination il n'est pas moins vrai que la révolte des tribus arabes est légitimée par l'impérialisme européen et nous ne pouvons que souligner avec satisfaction, non pas la victoire des Rifains mais la défaite des Espagnols.

En tous cas, il faut que tous les éléments avancés de France et du Royaume-Uni, empêchent leurs gouvernements respectifs de jeter dans la bataille des troupes fraîches, et, de sacrifier de nouveaux millions de vies humaines dans une guerre coloniale.

À quelque point de vue où l'on se place, il n'y a rien à gagner au Maroc. L'Angleterre qui voit toutes ses Colonies lui échapper s'inquiète évidemment du vent d'indépendance qui souffle en Afrique et en Asie, et cherche à consolider son empire ; la France se trouve dans la même situation. Mais le peuple lui ne peut récolter que la mort et la misère dans toutes ces aventures et il doit refuser à se faire le complice du capitalisme dans l'exploitation inhumaine des indigènes, qui est le but inavoué de la guerre Marocaine.

M. Boisneuf est mis en liberté

On se rappelle l'arrestation arbitraire de M. Boisneuf, dont nous avons causé en son temps. M. Boisneuf vient d'être mis en liberté. Cette mesure s'est faite bien longtemps attendre.

Un grand châtiment !

IL AVAIT FAIT TUER UN HOMME POUR UN PANTALON ON LE MET A LA RETRAITE

Tout le monde se rappelle l'épouvantable affaire Bersot.

Lucien Bersot est ce soldat du 60^e régiment d'infanterie qui ayant demandé, en février 1915, un pantalon, refuse de mettre celui qu'on lui offrait, parce qu'il était malade de sang.

Le colonel du régiment fit traduire Bersot devant un cour martiale qu'il présida lui-même malgré la loi, et le fit condamner à mort et fusiller.

Depuis, Bersot fut « réhabilité », réabilité, fit étourdiment remarquer au digne inculpé, ne sachant que répondre, qu'en d'autres lieux il s'était souvent rencontré et que, par conséquent, à tout pêché miséricorde, il déclama l'indulgence dudit président !

Aucune sanction ne fut prise contre le colonel.

Mais c'était sous le Bloc National.

Le Bloc des Gauches lui, a châtié.

Il a mis, au lendemain des élections, le colonel coupable à la retraite.

Et ainsi, beau châtiment ! il se trouve que celui qui fit tuer Bersot se les roule à nos frais, tandis que la veuve du malheureux fusillé crève peut-être de faim.

Ah ! quand les gauches s'y mettent !

Camarade, as-tu pris une action à l'emprunt du « Libertaire » ?

UNION ANARCHISTE. — FÉDÉRATION DE LA RÉGION PARISIENNE

La menace s'accentue !

EN ITALIE : Mussolini continue toujours à régner grâce au brigandage, à la bastonnade et à la terreur.

EN ESPAGNE : Primo de Rivera et Alphonse XIII, poursuivant leur politique d'assassinats, envoient à la torture et à la mort tous ceux qui ne choisissent pas en admiration devant leurs méthodes criminelles.

EN ALLEMAGNE : Les racistes et les nationalistes, se démenant de plus en plus, préparent le mouvement qui les ramènera au Pouvoir et qui fera

lo sur la presse du 29 juillet 1881, par celle des 12 décembre 1893 et 28 juillet 1894. Marcel Héraud ne veut pas qu'on touche, même de loin, aux lois scélétrées, et en bon scélétr parlementaire, reprend, par voix d'amendement, le texte des caïmans du Sénat afin de ne pas permettre d'amnistier les anarchistes.

Le garde des sceaux n'est pas de son avis, et dit que l'amnistie actuelle doit être aussi large que les lois précédentes qui, toutes, ont amnistié les infractions de la loi de 1881, 1893 et de 1894.

Mais il veut, lui aussi, maintenir l'infériorité des lois d'exception contre les anarchistes et tient à préciser que cette amnistie n'a rien à voir — on pouvait en être sûr — avec l'abrogation des lois scélétrées.

Renaud proteste et dit que ces lois infâmes devraient un jour être abrogées. Les communautés aiment mieux ne rien dire et se maintiennent dans le silence de Ponce-Pilate.

L'amendement d'E. Lafont est adopté, et les acrobates du Palais-Bourbon passent à un autre exercice.

Il s'agit de la réintégration des fonctionnaires. Blum affirme qu'amnistie signifie réintégration, et le ministre de la Justice lui répond à la manière de certains Normands.

Dans cette deuxième séance, où l'on ergote sur des réintroductions par tiers ou par quartiers, on sent fort bien que cette question des fonctionnaires, aux yeux des députés, est une question électorale au premier chef. La situation précaire et difficile de ces hommes ne les intéresse en réalité que parce qu'ils sont électeurs.

Citons de Lafont, le passage concernant les compagnies. Il est typique et instructif :

« Les compagnies ont résisté avec un acharnement extraordinaire aux demandes de réintégration du gouvernement. Dans ces conditions, le gouvernement sera plus armé s'il avait un texte lui permettant de ne pas s'en remettre à la seule générosité des compagnies. Comme si certains d'entre nous ne savaient pas que ces générations n'ont pas suivi le néant, puisque les compagnies n'acceptent de réintégrer qu'en rétrogradant !

« Pour toutes ces raisons, je crois qu'il est indispensable de reprendre le texte de la Chambre.

« Ce n'est pas évidemment l'appui un peu de dernière heure que lui apportent M. Le Trocquet et ses collègues de la droite, qui en diminue la valeur, mais bien qu'ils soient incapables de transformer le contenu, j'estime qu'un texte précis et vigoureux aura les meilleurs résultats dans les négociations amicales qui se poursuivent entre le gouvernement et les compagnies. (Applaudissements à l'extrême-gauche.)

Le sujet de l'amnistie concernant certains faits de spéculations, Laval prononce ces paroles significatives :

« Nous n'éprouvons aucun scrupule à réclamer l'amnistie pour certains faits de spéulation condamnés par les tribunaux, car nous savons dans quelles conditions navrantes les lois de 1916 et 1919 ont été appliquées.

Les petits ont toujours été condamnés. Les gros n'ont que rarement été pourchus et ils n'ont jamais été condamnés.

Le mal tient au texte même de la loi qui réprime le fait de vendre au-dessus des cours.

« Or, s'il est ais de prouver qu'un détaillant vend au-dessus des cours, la preuve est impossible à produire quand il s'agit d'un gros commerçant qui bénéficie d'un monopole de fait et détermine lui-même les cours. » (Applaudissements.)

Que les mercantis soient petits ou grands, ils sont tous à mettre dans le même sac. Mais ce n'est pas à la loi répressive ou amnistante qu'ils devraient rendre des comptes. Ils sont justiciables de la colère et de l'indignation du peuple.

Demain, on continuera sur l'amnistie, et nous verrons sans doute intervenir, enfin, les hommes de Moscou. Pour le moment, ils brillent par leur silence.

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

COMITE DE DEFENSE LAIQUE DU FINISTERE

Ordre du jour

Six à huit mille laïques de Cornouaille, réunis à Quimper, le 7 décembre 1924, en un meeting de protestation contre la manifestation cléricale et fasciste organisée par le clergé, ont vigoureusement acclamé les divers points de l'ordre du jour suivant :

« Les laïques de Cornouaille, venus libremen à Quimper, considérant :

« 1^e Que le clergé est une fois de plus sorti de son rôle spirituel pour faire de l'action politique sous la forme d'une manifestation dans la rue ;

« 2^e Que seuls et par rangs de six les hommes pouvaient participer à cette manifestation ;

« 3^e Qu'il y a là une prise de possession de la rue par une troupe combattante et encadrée ;

« 4^e Que le titre d'ancien combattant ne suffit pas, même pour des membres du clergé régulier ou séculier, pour renvoyer des priviléges ;

« 5^e Qu'aucun gouvernement laïque n'a jamais fermé aucune église, ni aucune école libre sécularisée ;

« 6^e Que la loi doit être la même pour tous les citoyens, quelle que soient leurs opinions religieuses, politiques ou philosophiques ;

« Vouent au mépris public ceux qui n'acceptent les lois que lorsqu'elles servent leurs intérêts particuliers ;

« Dénoncent ce nouvel acte de cléricalisme qui ravale le prêtre au rôle de sergent-recruteur et de serf-fille ;

« Dressent leur foi laïque et républicaine devant les fanatiques que le clergé pousse à une nouvelle chouannerie ;

« Se déclarent prêts à répondre par tous les moyens aux provocations des fomentateurs de guerre civile ;

« Demandent au gouvernement de ne pas se laisser influencer par les manifestations grandiloquentes des clerciaux, d'appliquer les lois laïques immédiatement et à toute l'étendue du territoire, et de rompre avec le Vatican ;

« Affirment à nouveau leur profond attachement aux principes laïques de tolérance à l'égard de toutes les religions, de toutes les opinions pourvu que les citoyennes et les citoyens qu'elles animent soient honnêtes. »

Le Comité de Défense laïque.

De nombreux meetings de contre-manifestation sont organisés dans tout le département par les laïques.

Haro ! sur l'étranger

Lorsque le franc laissait, à une allure vertigineuse, on s'en souvient, à l'époque de la conférence des experts, Poincaré, qui connaissait les causes de la chute de la devise française, — il l'a avoué depuis —, ne s'agissait-il pas d'une vaste combinatoire financière concertée entre le gouvernement, quelques banquiers et Morgan, l'homme aux milliards opportunistes. Poincaré ne trouva rien de mieux, afin d'apaiser l'angoisse du peuple, que de faire expulser quelques pieds humides de province internationale.

Je ne m'attendrais pas autre mesure sur le sort de ces prolétaires de la haute finance, grignotés du gâteau qu'entre eux les spéculateurs se partagent.

Qu'ils se mouillent les pieds à Bruxelles, à Amsterdam ou à Chicago, ils ont l'estomac assez solide pour ne pas trop redouter de mauvais rhumes. Poincaré avait choisi ses têtes de Turc parmi une classe d'individus ne suscitant qu'un intérêt relatif, aussi relatif que celui des valeurs qu'ils reflètent au public.

Mais voilà que le cabinet Herriot menace de s'effondrer sous le feu croisé des extrémistes.

Herriot, fort du précédent posé par son prédécesseur, donne l'ordre, peut-être la mort dans l'âme, d'expulser quelques étrangers.

Malheureusement les victimes du radical-socialisme ne sont pas choisies avec autant de bonheur que celles du gouvernement d'avant le onze mai. On nous avait bien promis qu'il y aurait quelque chose de change après cette date !

Les souffre-douleur du cartel ne sont plus que des prolétaires tout court, ayant le grand tort d'être communistes. Je ne veux pas dire que ces gens aient raison d'être communistes. Cependant, il me semble qu'on est bien libre de choisir la sauce à laquelle on désire être mangé. La liberté d'opinion n'est-elle pas issue de cette révolution, dont M. Herriot pense qu'elle fut la seule bonne et la dernière. Tout comme la guerre. Bigre ! A quoi donc rêveront nos enfants ?

Oui, mais voilà le hic ! Les qualités d'étrangeté et de communiste sont inconciliables. Je sais M. Herriot ce que vous pourriez me répondre :

« Les communistes, je m'en moque... et les étrangers nous en avons besoin. La guerre a coté chez à la France en argent et en matériel humain.

Le pays ne saurait résister sans l'appui de la main-d'œuvre échappée des émigrés mussoliniens et riveristes. Il faut lui accorder la plus large hospitalité, la France ne peut se passer d'elle. »

Ce qui signifierait, en termes plus crus, les minorités possédantes ont besoin d'esclaves trimant, suant en lieu et place d'autres esclaves, bien français ceux-là, morts pour le Droit et la Civilisation.

Mais accomplissant en France une tâche absolument imprudente pour le pays duquel il ressortit, est-il utile de souligner qu'après un séjour, même prolongé, en France, l'ouvrier étranger ne rapportera chez lui qu'un maigre pécule. Qui donc aura profité de son labeur, sinon le patron social ? Par ailleurs n'est-il pas clair, limpide, que la répercussion, pour vous primordiale, de la présence d'éléments exotiques, sur l'économie du pays, est de ralentir le coût de la main-d'œuvre au minimum. Ainsi se trouve sauvegardé l'intérêt de la grosse industrie qui vous tient tant à cœur.

Cet espace qui ont aidé, pour la plupart, à reconstruire ces régions dévastées, qui ont peint exclusivement pour le profit de ce que vous appelez la France, ces hommes soumis à vos lois, n'auraient, en fin de compte, que le droit de les subir, sans partager le privilège de les discuter. Que faut-il donc faire pour mériter de la nation ? (L'emprunte à votre vocabulaire.) Il est sans doute indispensable d'avoir porté l'uniforme bleu horizon ou tout au moins être susceptible de le faire. A quoi bon ceterne formalité ? Des guerres il n'y en aura plus de par la grâce du cartel !

Mais je vous accable, M. Herriot. J'ai tort, car je n'ignore pas que le coupable, n'est point vous. Le jour où vous reconnaîtrez les Soviets, de balaïnesques mercenaires, Chiappe vint vous trouver, et vous entretenir des cellules, ruches, etc. Après qu'il eut bien rabattu vos oreilles de ses abracadabranes histoires, vous lui répondrez simplement :

De tout ce que vous venez de dire, je n'ai rien entendu. Vous n'êtes pas si naïf que le virulent et tonitruant Daudet veut bien le dire.

Vous, vous êtes bien placé pour savoir que le communisme en France est une vaste blague. Vous êtes bien convaincu, au reste le franc-maçon Krassine, par quelque condescendance, pourra peut-être étayer votre conviction, que la révolution tsariste est un simple épouvantail, un moyen de pression sur le bourgeois couard, un moyen de clore toute chicane quand il s'agira de régler la question de l'ancienne dette russe, un moyen excellent aussi pour obtenir des capitalistes qu'ils desserrent les cordons de leur bourse au moment où les financiers internationaux s'occupent de placer un bon petit emprunt au profit de la firme Lénine, export, import, Trotsky et C°, successeurs. Car il a dû vous sauter aux yeux que la tragédie moscovite, loin de se terminer par une théâtrale apothéose, est bien près d'aboutir à la réalisation du plus formidable trust des temps modernes. Une poignée d'individus contrôlant le commerce d'exportation et d'importation d'une communauté de cent millions d'âmes.

Ces messieurs de Moscou, chambardeurs de l'ordre traditionnel de tant de choses, ont révélé, puisque d'habitude en France tout finit par des chansons, d'inaugurer la paix franco-russe en vous faisant chanter. Vous avez failli ne pas marcher, malheureusement l'opposition veillait avec le préfet de police. Celui-ci, dont le sang ne circulait plus, figé par l'inaction, voulut à tout prix, malgré vous, prouver à quel point il était digne de la confiance que vous lui aviez témoignée. Vlan ! lui et ses sbires, sans montrer leurs grandes chevaux, refusent par le problème de l'embouteillage, se mirent à rafraîchir, en ayant soin d'en arrêter, ça sur vos ordres, que des étrangers. Parce que c'est un abus de la part de Hollandais, d'Espagnols, de Belges, d'Italiens, d'exprimer des idées soi-disant subversives sur un territoire où ils n'ont pas acquis des droits séculaires. Alors, pourquoi, ce qui est vrai en

France pourrait l'être ailleurs, M. Herriot, ambassadeur de France à Bruxelles, se permet-il d'exprimer, publiquement, sur le sol belge, une opinion défavorable à propos de l'armée du pays dont il était l'hôte ? Même que les paroles de ce diplomate souleveront un tollé général parmi la presse de gauche, tandis que la presse de droite, ne subissant aucune influence apparente, soutient la thèse de l'honorables plénipotentiaires. M. Herriot ne fut pas expulsé. Fort heureusement pour les hommes appels Belges de par le droit international. Leur ambassadeur, trop brusquement renvoyé, ne peut déclencher que par une averse d'obscurité.

Remontant plus loin, je serais fort heureux que l'on me démontre que l'insurrection des Belges, en 1830, contre les Hollandais, fut spontanée, indépendante de toute immixtion étrangère. Je demanderais pourquoi, dans ces conditions, une armée de 50.000 Francs, violant ce sacro-saint droit international, vint, en territoire néerlandais, au secours des insurgés ? Il est vrai que la Hollande est un pays charmant, malheureusement un peu petit pour se permettre des conceptions personnelles en matière de politique intérieure.

Et le jour où Pershing s'écrit : « La Fayette, nous voici ! », il faisait allusion à la France dans un conflit qui ne les regardait pas.

Monsieur Herriot, je vous plains. Peut-être honnête, au milieu de vos collègues, vous semble tout perdu. Vous ne savez plus où donner la tête. Des esprits mal intentionnés prétendent que c'est parce que vous n'avez point.

Monsieur Herriot, je m'adresse à l'homme, avec le politicien je ne désire pas discuter, ne sentez-vous pas que vous êtes un tantinet ridicule et beaucoup trop inhumain. Aviez-vous besoin de ces malheureuses victimes, de ces déshérités, qui noblement (je travail anoblit, sinon à mes yeux, du moins aux vôtres), gagnaient leur vie à la sueur de leur front de primaires. Fallait-il absolument, pour consolider l'Etat, dont la faiblesse est chronique, au dire des économistes les plus orthodoxes, fallait-il offrir en nature à vos ennemis la sécurité matérielle de pauvres diables qui n'en reviennent jamais d'avoir servi de boucliers à un gouvernement soi-disant fort. Herriot, scrutez votre conscience et examinez si les plaisirs du pouvoir valent l'avilissement où vous semblez de plus en plus vous complaire. Scrutez votre conscience, dis-je... Encore faut-il que vous en ayez une.

MAUZET.

Comment on trompe les mutilés

Cette lettre que nous avons reçue rue Louis-Blanc, a été également envoyée au « Journal des Mutilés ». Nous nous faisons un devoir de l'insérer intégralement.

Monsieur l'Administrateur,

« Vos employés (par le feuillet ci-joint), et votre journal (par ses indications erronées) m'ont induit en erreur, en m'envoyant chez un prétendu « docteur-médecin » Savidan, 21, rue Beaujon, à Paris, mercant cynique qui a osé, sous le prétexte que je ne venais pas aux heures des polis, selon son langage sadique, me réclamer 20 francs au lieu de 5 francs, pour quatre minutes d'entretien sans lui examen.

On ne peut cependant comparer le chômage en Russie avec le chômage qui sévit dans les pays capitalistes, car, dans ces derniers, il résulte soit du lock-out, soit de la diminution de la production ; en Russie, dans le même temps que croît le chômage, le nombre des ouvriers occupés augmente ; cette augmentation passe de 8 % en 1922, à 10 % en 1923.

Dans la République des Soviets, les Bourses ont le monopole de l'embauchage, autrement dit, on ne peut recevoir de travail sans l'intermédiaire des Bourses. Dernièrement, celles-ci ne purent plus remplir leur tâche régulièrement, à cause du grand nombre de chômeurs, et elles firent embaucher les ouvriers sans travail d'après leur ordre d'inscription ; cette façon de procéder porta préjudice aux usines qui, en effet, n'eurent bientôt plus d'ouvriers qualifiés.

Cette raison fit qu'on se préoccupa de la démonétisation des Bourses du Travail pour l'embauchage. Les syndicats de Leningrad en firent la demande, et Narkomtrud (commissaire du peuple pour le travail) décida que dans cette ville chaque ouvrier devrait chercher librement du travail sans inscription à la Bourse. Après cette expérience, dont on contrôla les résultats avec soin, Narkomtrud décidera si l'on peut appliquer cette mesure à toute la Russie.

L'affranchissement de l'embauchage marqua un point important dans le mouvement ouvrier en Russie, et il aura son influence sur les problèmes post-révolutionnaires de tous les pays.

La lutte contre le chômage fut organisée : 1^e par la création de sociétés coopératives de production ; 2^e par des secours en argent et l'affranchissement des impôts. On compte que 178.200 chômeurs (20,2 %) profitent des secours en argent qui atteint le chiffre de 6 à 9 roubles « par mois », ce qui équivaut à deux ou trois fois le « salaire journalier » d'un ouvrier de Moscou. La situation du pays ne permet pas de faire mieux, et ce seul remède est efficace.

En résumé, la crise actuelle du chômage provient de l'accroissement triple de la production industrielle par rapport à l'affranchissement rapide des demandes de travail (c'est-à-dire par rapport à l'augmentation de la classe ouvrière), et le moyen d'y remédier consiste seulement à faire concorder entre eux les différents éléments de la vie économique des Soviets.

(« Sennaculo », 16 octobre 1924)

Traduit de l'espagnol, par le « Prolet-Informserve ».

Le commerce extérieur de la France

Discipline photographique.

Quand les photographes des agences parisiennes demandent à M. Volfine, chef du bureau de la presse à l'ambassade soviétique, de vouloir bien laisser « prendre sa tête » qu'il affirme photogénique, celui-ci décline cette offre flatteuse « désirant, dit-il d'un air ennuyé et soumis, en referer au paravant à Moscou ! »

Ça, c'est de la plus stricte discipline hiérarchique. Ces tyans des Soviets ne baissent pas avec la photographie.

Ces militaristes de Moscou ont des règles plus formalistes que celles des pouvoirs bourgeois.

La tête de Voline appartient, comme sa plume aux iconoclastes de Lénine.

Amis lecteurs, abonnez-vous !

A travers le Monde

ALLEMAGNE

Le GACHIS POLITIQUE

Les dernières élections allemandes qui ont sensiblement avantage les éléments de gauche, n'ont pas claire la situation politique. Le cabinet Marx, qui s'est réuni hier matin a décidé de donner immédiatement sa démission, et le président Eberl cherche maintenant à résoudre la crise ministérielle.

Aucun parti n'est suffisamment fort pour trouver en son sein une majorité gouvernementale, et le futur président du Conseil devra donc avoir recours aux combinaisons. Or, les divergences qui divisent les différents partis politiques sont profondes et l'on pense que malgré l'opinion émise par le peuple allemand, le président du Reich fera appel au Dr Stresemann, qui appartient à la droite, pour former le prochain cabinet.

Pour assurer la vie de son ministère, il faudrait à ce dernier l'appui du centre qui semble pas vouloir se prêter aux manœuvres de la droite, et même si le centre acceptait d'entrer dans une combinaison de ce genre, l'opposition communiste et socialiste serait un souci continual pour le gouvernement.

Les socialistes et les communistes, réunis, ont obtenu aux dernières élections près de deux millions de suffrages, et ainsi que le faisait judicieusement observé « La feuille de 8 heures du soir », se serait une folie de vouloir gouverner contre dix millions et demi d'ouvriers.

La situation politique reste donc obscure et démontre clairement que la représentation parlementaire n'est qu'un leurre, puisque malgré l'esprit des élections, l'on fait encore et toujours appel à la bourgeoisie pour gouverner.

La solution du problème est hors de la politique. Mais il faut que le peuple ait conscience de sa force et de sa puissance pour arriver à un résultat.

L'AMOUR DE LA PRISON

Un jeune homme de Breslau, nommé Weiss, avait été condamné à plusieurs reprises à de légères peines de prison, mais menait depuis quelques temps une vie régulière.

Aussi fut-on étonné lorsque dernièrement il alla se constituer prisonnier, s'accusant d'avoir commis des détournements au détriment d'une firme de Breslau. Il fut incarcéré pendant toute la durée de l'enquête qui démontre que sa confession était fausse d'un bout à l'autre.

Weiss avoue alors qu'il regrettait le régime régulier de la prison, et qu'il avait inventé cette histoire pour le retrouver. La cour qui vient de le juger l'a condamné à dix-huit mois de prison pour fraude vis-à-vis de l'Etat, pour avoir tenté d'en obtenir le logement et la nourriture gratuitement.

ANGERIE

ALBION PAIE SES DETTES

La Trésorerie britannique vient d'opérer un virement de 91.500.000 dollars pour le compte de la Trésorerie américaine. Cette somme représente une des annuités de la dette britannique aux Etats-Unis, et tout naturellement c'est le peuple qui est obligé de travailler pour trouver cet argent.

SECOUSSES SISMIQUES

DANS LE PAYS DE GALLES

Une violente secousse sismique a été ressentie à Corwen, nord du pays de Galles, avant-hier dimanche, à 13 h. 22. Un grand nombre de maisons ont été détruites, les habitants se sont enfuis dans les rues épouvantées.

La secousse a été accompagnée de grondements souterrains qui ont duré six secondes. On ne signale aucune victime.

CHINE

UN COUP D'ETAT SE PREPARE-T-IL A PEKIN ?

Tokio, 15 décembre. — D'après des rumeurs persistantes qui circulent dans les milieux politiques et dans le monde des affaires de Tokio, Sun-Yat-Sen est en train de préparer un coup d'Etat avec le général

chrétien Feng, et Karakhan, le représentant des Soviets à Pékin. C'est également l'avis du propriétaire d'un journal imprimé au Japon, le *Japan Advertiser*, qui se trouve actuellement à Shanghai, et qui écrit à son journal :

« Je crois que Sun-Yat-Sen sera à la tête du gouvernement de Pékin dans une quinzaine de jours, appuyé par Feng et par Sun-Yueh, qui commande 100.000 hommes. »

ETATS-UNIS

LE CHARPENTIER ETAIT UNE FEMME

Un télégramme de Los-Angeles annonce qu'un certain Paul Beach, âgé de 45 ans, vient de mourir de chagrin, à la suite de la mort de sa femme. La surprise fut grande lorsqu'on constata que Beach était une femme. Les voisins, qui connaissaient le couple intimement, ont déclaré qu'ils n'avaient jamais eu le moindre soupçon, et que Beach, qui était charpentier, avait toujours travaillé très rudement.

La police fait une enquête pour rechercher sa véritable identité. Jusqu'à présent elle n'est pas encore connue, mais un fait est acquis, c'est que Beach a été marié légalement, sous son nom fictif.

L'AMERIQUE SECHE

60.000 ARRESTATIONS

Washington, 15 décembre. — Au cours de la dernière année fiscale, les autorités de la prohibition ont arrêté 66.161 personnes — soit 25.928 de moins qu'il y a deux ans — inculpées d'avoir contrevenu aux lois sur le travail.

D'autre part, 2.579 automobiles et 111 bateaux, qui transportaient des boissons alcoolisées ont été confisqués. Enfin, rien que dans les Etats de New-York et de Pennsylvanie, les agents de la prohibition ont découvert 76 brasseries clandestines.

SUISSE

UNE VIPERE AVAIT RONGÉ LES INTESTINS D'UNE JEUNE FILLE

Une jeune fille est morte, récemment, au milieu de douleurs épouvantables, et on a trouvé dans son estomac une vipère vivante. La patiente avait été mise à la diète et la vipère, que la faim tenaillait, avait mangé les intestins de la jeune fille.

On suppose que la malheureuse, en buvant dans un ruisseau, avait avalé un petit reptile ou un œuf de reptile.

JAPON

LA PROPAGANDE TRAVAILLISTE AU JAPON

Le professeur Ikjo Oyama, de l'Université de Waseda, déclare que le Japon se montre de plus en plus favorable aux idées socialistes et qu'un parti du travail est en voie de formation.

Ce nouveau parti, formé de Fédérations du Travail et d'autres groupements qui englobent à peu près toutes les classes sociales, paysans, employés, étudiants, sera assez fort pour faire élire des députés aux prochaines élections.

Le professeur Oyama ajoute que les travailleurs demanderont le suffrage pour les femmes, les réformes dans l'administration coloniale, le suffrage pour les colonies et la réduction des armements sur terre et sur mer.

LEURS D'IDENDES

Une cuve en ciment remplie d'essence fait explosion dans l'entrepôt de M. Neron, négociant à Lyon. La toiture du bâtiment est arrachée et un employé, M. Robert Roméo, est grièvement blessé. Dégâts importants.

A l'usine Weibel, à Kaysersberg (Haut-Rhin), l'ouvrier Justin Bucholtz, 19 ans, de Sigolsheim, est pris entre un ascenseur et un mur et meurt à l'hôpital.

Boulevard Voltaire, à Dijon, au cours des travaux de réfection de la chaussée, un lit de mazout fait explosion. Quatre ouvriers étrangers sont grièvement blessés.

CHINE

UN COUP D'ETAT SE PREPARE-T-IL A PEKIN ?

Tokio, 15 décembre. — D'après des rumeurs persistantes qui circulent dans les milieux politiques et dans le monde des affaires de Tokio, Sun-Yat-Sen est en train de préparer un coup d'Etat avec le général

veau, chef de la circonscription de Gribin-gui, tendent à le prouver et semblent le fixer, ce jour, en fin mars 1918 — il est possible que j'aie giflé un indigène répondant au nom de Mongo.

Je dis : possible, car, à aucun moment, je n'ai reconnu avoir frappé Mongo.

L'enquête menée en juin et juillet 1918 déclarait, entre autres choses, que ce Mongo était décédé des suites de corps que je lui avais portés, deux mois après les avoir reçus.

M. Lamblin, gouverneur de l'Oubangui-Chari, disait lui aussi deux mois dans le rapport qu'il envoya sur mon compte à M. le gouverneur général. Ce rapport, que j'ai vu, figure à mon dossier.

Il y demandait d'ailleurs de classer l'affaire, qui n'a eu de suite que sur mes instances pressantes. Car, j'insiste là-dessus, c'est moi-même qui ai demandé à être traduit devant les tribunaux.

Donc ces derniers se sont montrés d'une mauvaise volonté sans pareille. Trouvant les charges trop lourdes, ils les projetaient sur le sol. Les bouteilles de vin brisées, ils recueillaient plus ou moins le liquide échappé des caisses, le buvaient. Et, lorsqu'ils repartaient ils n'avaient plus, sur leur tête, qu'un colis de 12 au lieu de 25 ou 28 kilos.

L'honorabilité de ma gestion et ma vigilance étaient en jeu, M. Bonneveau fut toujours informé de ces incidents par mes soins. Mais, chaque fois, en tant que président de la commission chargée du réceptionnement des colis, il me pria de ne rien signaler. Lorsque j'amenais devant lui des coupables, il les renvoyait, sans même les blâmer pour la forme.

Il est possible qu'un jour — les interrogatoires réécueillis à ce sujet par M. Bonneveau,

En peu de lignes...

Un qui en avait mare

Dégouté du triste métier, sans beauté et sans utilité, écœuré des brimades, las du joug militaire en un mot, Maurice Breri, 21 ans, avait déserté du 3^e bataillon d'ouvriers à Mézidon. Il a été arrêté alors qu'il se trouvait avec son frère, à Corbeil-Cerf.

L'ancien témoin était trop galant

Un malheureux témoin de l'affaire Seznec dont le témoignage n'avait pas été sans attirer quelques désagréments à certains policiers, était pour ce fait surveillé par eux. Il a eu le malheur de faire une plai-santerie qui de la part d'un autre aurait été qualifiée d'innocente.

Or Le Her qui est assez porté sur les plaisirs de la chair, montait l'autre jour chez Mlle Jeannois, 20 ans, petite Lorraine, demeurant boulevard Victor. Là, comme il voulait aller... jusqu'au bout, la jeune fille se mit à crier.

La jeune imprudente prétendit que Le Her lui avait donné ordre de l'emmenner dans sa chambre en se disant médecin de la Santé. Nous croyons que pour obéir, la jeune fille possédait une certaine dose de naïveté. A moins que... à moins qu'il n'y ait là qu'un odieux quel-apens et un essai de vengeance policière.

On arrête

A la suite de nombreux cambriolages dans la région de Crétel, ont été arrêtés : Marcel Jacob, 23 ans, 80, rue du Sergent-Bobillot, à Crétel ; Edouard Delpès, 44 ans, et Jean Buscaillat, 33 ans, 13, Grande-Rue, à Maisons-Alfort.

En léthargie depuis cinq jours

Périgueux, 15 décembre. — Une demoiselle de Périgueux, âgée d'une trentaine d'années, était sujette à des crises nerveuses. Mardi matin, à la suite d'une nouvelle crise, elle fut considérée comme morte, et le directeur des pompes funèbres fut appelé. Le médecin de l'état civil l'ayant examinée, refusa le permis d'inhumer, et un nouvel examen permit de conclure à un état léthargique.

Quatre docteurs, appelés par la famille, surveillent depuis la dormeuse.

Broyé par un train

Vesoul, 15 décembre. — Au pont de Froty, Mme Guilleminot a été broyée par un train. On croit à un suicide.

Les automobiles meurtrières

Toulouse, 15 décembre. — Hier soir, vers 5 heures, un jeune avocat stagiaire, Mme Martin de la Moutte, rentrait d'une réunion politique. L'automobile dans laquelle il se trouvait stoppa pour une réparation, et le jeune homme descendit. Comme il traversait la route, il fut happé par la voiture d'un de ses amis et tué sur le coup.

Bateau en perdition

Marseille, 13 décembre. — La station de Marseille-Jetée a reçu un radiogramme de : « Le voilier Chavirey » allant à la dérive, est dans la position exacte latitude 39°53' longitude 3°18' Est, près du cap Malifou. Danger pour la navigation.

Il s'agit du schooner signalé le 8 courant, en perdition entre l'Algérie et les Baléares.

L'alcool qui tue

Saint-Etienne, 15 décembre. — Alcoolique, Blondel, 60 ans, dans une crise de dérèglement, les fûts de sa cave, brûle plusieurs billets de 1.000 francs, blesse sa femme d'un coup de couteau et va se pendre dans la campagne.

Les cognes trinquent

Revest-du-Bion, 15 décembre. — Deux gendarmes allaient procéder à l'arrestation de Léon Tronchet, lorsque, au moment où il allait être arrêté, Tronchet sortit un revolver et fit feu sur les deux gendarmes. Il prit ensuite la fuite, mais il fut arrêté dans la soirée.

Les deux gendarmes, tous deux grièvement atteints, ont été transportés à l'hôpital de Forcalquier.

Sur les toits

Nice, 15 décembre. — Une cuisinière d'un hotel de l'avenue de la Victoire, Mme Augusta Merle, regagnait l'autre nuit sa chambre, lorsqu'elle fut assaillie par un individu qui, après l'avoir assommée à mort, lui enleva 900 francs.

Son coup fait, l'homme s'enfuit sur les

toits, mais on l'arrêta. C'est un nommé Gilbert Boullier, 20 ans.

Dans la poursuite il se blessa sérieusement.

Les discussions qui finissent mal

Julien Pantron, journalier, demeurant 26 bis, rue St-Pierre, à Saint-Ouen, rentrait l'autre soir chez lui quand il fut accosté par Charles Gassin, mécanicien, demeurant 3, rue Saint-Pierre. Une discussion éclata aussitôt entre eux et un coup de revolver éclata.

Pantron s'écrasa mortellement blessé et le meurtrier prit la fuite.

Nous l'avons en dormant madame, échappé belle

En gare de la Glacière le robinet d'un wagon-citerne se trouva ouvert accidentellement et les 17 tonnes d'essence qu'il contenait se répandirent ainsi dans les égouts.

Heureusement, l'alarme fut donnée et toutes les précautions purent être prises.

On tremble cependant à l'idée qu'un rien aurait pu suffire pour faire sauter un quartier de Paris. Tout danger est maintenant écarté.

Sur la route

Une auto du sanatorium de Bligny, conduite par le chauffeur Berthier a écrasé sur la grand-route à Gometz-le-Châtel un piéton dont on n'a pu établir l'identité et qui a succombé peu après.

Tué par un sanglier

Chamoult, 15 décembre. — A Mertrud (Haute-Marne), M. Curvilliers qui travaillait dans une vigne, a été attaqué par un sanglier que des chiens poursuivaient. Il a succombé sur le coup à ses blessures.

L'auto qui tue

Aurillac, 15 décembre. — Un journalier, nommé Hébrard, traversant une rue d'Aurillac, a été tamponné par une automobile. Le crâne défoncé, il est mort peu après.

Une affaire de détournement à Casablanca

Casablanca, 15 décembre. — Antony Léoni, commis à la réception de l'Enregistrement de Casablanca, a été arrêté sous l'accusation de détournement d'une somme de 15.000 francs commis avec la complicité de son collègue Casanova.

Le nommé Casanova, ancien greffier du tribunal, condamné et révoqué pour abus de confiance, est recherché pour recel.

Naufrage d'une goélette

La Rochelle, 15 décembre. — La goélette « Baronne », du port de Paimpol, transportant 250 tonnes de morues à destination de La Pallice, s'est échouée à La Noue.

L'équipage

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Apothéose

L'Union des Syndicats de la Seine, en accord avec le parti communiste, a décidé une campagne formidable en faveur de l'unité syndicale. Un meeting monstre terminera cette campagne. Ces quelques lignes sont, à priori, le compte-rendu de ce meeting.

Alé ! Alé ! Mes oreilles ! Quel est ce bruit, ces clamures formidables ? Quelle est cette foule grouillante, hurlante, maintenue par des hommes avec des brassards, portant des pancartes à la bouteillière, comme des numéros de flics à leurs capuchons.

Comment, tu ne sais pas, tu n'es pas au courant ? Mais c'est le parti communiste, la C.G.T.U. et l'Union des Syndicats de la Seine, qui engagent une campagne d'agitation en faveur de l'unité syndicale.

Même que le parti a décidé — dans les cahiers du bolcheviste — que cette campagne serait arrêtée pendant quelques jours, afin que puisse se tenir le congrès fédéral.

Tu me paraus peu au courant des questions syndicales, entrons à ce meeting, veux-tu ? Ça te permettra d'éduquer et de te débarrasser un peu le crâne.

Nous entrons. La séance est déjà commencée, la salle est comble.

Le premier garde-champêtre que nous rencontrons nous ordonne de nous taire, par force « chut », impérieux et regards courrouzés.

Mon ami ne me semble pas à son aise. Evidemment les tribunes officielles, où siègent tous ces hommes à lunettes d'écailler, à la mine suffisante et pleine de supériorité : les drapeaux pointant leurs lances vengeresses, forment une apothéose qui l'impressionne fortement.

Il ne me paraît pas entendre les imprécations, cris de colère ou de joie, qui s'élèvent de toutes ces poitrines qui nous entourent.

Il semble fasciné par un diablotin d'hommes qui, huit perché, s'époumone et se trempousse à la tribune, à l'ombre d'un éteignant, tout nouvellement importé de Russie et qu'un fort gaillard fait pencher vers lui, tel un saule pleureur.

L'orateur tonitruant gesticule, jette ses foudres et l'anathème, les applaudissements et les cris l'encouragent.

Les social-traitres (hou ! hou !) ont trahi la classe ouvrière en votant l'application du plan Dawes (hou ! hou !).

Les réformistes (hou ! hou !) les ont suivis dans la même voie. Les anarchos-syndicalistes (hou ! hou !) sont vendus à la bourgeoisie (bravos). En quittant la C.G.T.U. ils perpétuent l'état de scission.

Il est de notre devoir, à nous révolutionnaires, de reconstruire des syndicats, à côté des réformistes et des anarchos-syndicalistes (bravos ! bravos !). Nous combattrons ainsi la réaction bourgeoisie et nous cassons les réins au contre-révolutionnaires (bravos ! bravos !). Nous devons montrer au monde ouvrier notre volonté d'unité. Nous devons mettre les social-traitres (hou ! hou !), les réformistes (hou ! hou !), les contre-révolutionnaires, petits bourgeois anarchos-syndicalistes (hou ! hou !) en face de leur responsabilité, en leur proposant l'unité (bravos ! bravos !). Le mot d'ordre du parti communiste c'est l'unité syndicale (bravos ! bravos !).

Les cris, les hurlements, les invectives s'entre croisent dans une cacophonie de tous les diables.

Les poings se tendent menaçants, à l'adresse des vendus, des traitres, des anarchos-syndicalistes, de ces mouchards, avec lesquels ont veut à tout prix faire l'unité.

Un grand diable se démente comme un possédé en face de moi. Il écrase sans pitié, mon cœur et mon œil de perdrix — en attendant que ce soit celui de Moscou, il ne l'aura pas volé non plus, celui-là.

Je me retourne, et une angoisse subite m'étreint le cœur.

Mon ami est là, bouche bée, les yeux ronds, la sueur ruisselant sur son front, l'air positivement abruti. Sans lui doute il fait des efforts inutiles pour comprendre.

Rapide comme l'éclair une vision se présente à mon esprit, — une cellule de Charenton ou de Ville-Evrard, se refermant à tout jamais sur mon malheureux camarade —, et machinalement je le prends par le bras et l'entraîne vers la sortie.

Dehors un poivrot fait un discours à deux bourriques qui le regardent d'un air sournois.

Voulez-vous que je vous dise pas, eh ! ben les socialistes c'est des vendus, pis les réformistes aussi et pis les anars aussi, et pis Cachin ! Eh ! bien j'y fousrais ma botte dans le Treint. Tous les politiciens c'est des v... , d'abord c'est vrai, parce que tous les orateurs viennent de le dire au meeting.

Les flics l'ont laissé tomber, quelques révolutionnaires authentiques s'approchent, des révolutionnaires pour de vrai, ils sont matriculés... Qu'est-ce qu'il a dû prendre !

J. DE GROOTE.

Souscrivez à l'emprunt du "Libertaire"

Pour assurer l'existence de notre quotidien, le Conseil d'administration a décidé de demander à deux mille camarades de souscrire 50 francs, en une ou plusieurs fois.

N'attendez pas. Si vous le pouvez, envoyez de suite le montant de votre souscription.

Gi-joint la somme de francs, montant de obligation... que je souscris pour le second emprunt du « LIBERTAIRE » quotidien.

Nom
Adresse

Envoyez ce bulletin à H. DELECOURT, administration du « LIBERTAIRE », 9, rue Louis Blanc.

Utilisez notre chèque postal.

Les véritables scissionnistes

Ainsi donc voici les nouveaux croisés batteurs, partis prêcher la nouvelle guerre sainte, suivant l'évangile ordonné par Moscou et édité par la C.G.T.U. Bien entendu, il s'agit non d'organiser et d'unir les travailleurs du Bâtiment, mais de semer chez eux le trouble, la haine et la méfiance.

Ces nouveaux prêtres sans scrupule n'ont cure de respecter le vieil édifice fédéral ; en effet, ils sont chargés de le détruire et ce par tous les moyens, même les plus criminels, dans le genre de ceux qu'emploient jadis Mandrin et ses acolytes.

Nos périeurs, dis-je, ne cherchent pas à créer de nouvelles organisations qui seraient à la merci de la nouvelle religion, mais il vont où il y a déjà quelque chose d'établi, de cette façon leur œuvre de destruction est rendue plus facile. Mais, quel que ce soit, ce n'est pas sans heurt.

Le nouveau pape Teulade et son sous-verge le triste Dessay en ont fait l'expérience, l'un dans la Loire, l'autre en Bretagne. Les défriseurs du véritable syndicalisme fuient en effet regus sans cérémonie, c'est-à-dire à poings fermés et à pieds levés, juste retour des choses d'ici-bas.

Nous croyons, malgré tout, que le Conseil de la Fabrique à tout briser n'a pas l'heure de se réjouir de cette croisade, car les billets de mille jetés dans l'affaire par les directeurs de l'Agence de Moscou — lisez C.G.T.U. — n'ont guère rapporté autre chose que quelques squelettes dont les dernières vestiges ne tarderont pas à être dissemés aux vents de Russie. Après avoir chanté il faudra ramener le diapason au ton naturel, et déclarer que le nombre n'est ni la valeur ni la qualité et que la vieille Fédération conserve les troupes les plus nombreuses et les mieux aguerries.

Les laissées pour compte qu'auront à se partager les nouveaux disciples de Mandrin, n'auront donc de valeur que celle qu'ils leur attribueront, et le véritable syndicalisme n'aura qu'à se réjouir de constater que l'atmosphère dans laquelle il se meut est assainie.

Les pontifes orthodoxes qui organisent (qu'ils disent) un congrès par dessus un organisme central régulier celui-là, en seront donc pour leurs frais de basse démagogie.

Les véritables révolutionnaires restant fidèlement attachés à notre vieille Fédération sauront mépriser les attaques, les injures et les cris de haine de la clique aux abois.

Ils sauront se ressaisir et montrer, en l'anée 1925, au patronat, leur véritable ennemi de classe, qu'ils sont encore capables de lui arracher quelque chose et de lui faire respecter les conquêtes qu'ils ont su lui imposer.

En dehors des « m'as-tu-vu » de la politique, la vieille Fédération saura continuer la lutte contre les exploiteurs, jusqu'à la disparition du patronat.

La motion d'Amiens, d'abord, moscovites !

Jean DIRET.

Grève générale chez les galochiers de St-Etienne

Depuis le 3 décembre, la grève est générale chez nos camarades galochiers de St-Etienne.

En réponse à une demande d'augmentation de salaires faite par le syndicat, la maison Vial rue Valbeno, touchée la première lock-outa son personnel.

Devant cette provocation et le refus par les maisons Gonon, Frédéric, Imbert, Bourgoin, Pichon, de discuter, les ouvriers réagissent par la grève générale.

Ces camarades réclament 3 francs de l'heure et un tarif correspondant aux pièces pour huit heures de travail.

La Fédération Unitaire des Cuirs et Peaux vous demande de leur venir en aide et de faire passer à cet effet des listes de souscription.

Envoyez les fonds au Camarade Soulard, 23, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (X).

Les camarades galochiers de Paris sont invités à ne pas oublier leurs camarades galochiers de St-Etienne et à verser la produit de leurs collectes au syndicat général de la Chaussure. Bourse du Travail, 1er étage, Bureau 18.

FÉDÉRATION DE LA RÉGION PARISIENNE

Groupe Universitaire et des V^e et VI^e Arr.

6, Rue Lanneau, 8 h. 1/2 du soir,
18 Décembre

GRANDE CONFÉRENCE

L'ANARCHIE

sa philosophie

son économie

ses méthodes

par FERNAND ANTOINE

Charpentiers en Bois. — (Ordre du jour)

— Les charpentiers en bois réunis en Assemblée Générale corporative le Dimanche 14 décembre Bourse du Travail.

Décident de mener l'action sur les chantiers pour l'application des 8 heures et l'intégralité du cahier de revendications déposé par la 13^e Région Fédérale.

S'engagent à faire une propagande intense pour se regrouper dans le syndicalisme révolutionnaire.

Envient leur salut fraternel et syndicaliste à toutes les victimes emprisonnées par la réaction mondiale.

Se séparent aux cris de Vive le Syndicalisme Révolutionnaire.

Cet ordre du jour a été voté à l'unanimité.

Grande Conférence, ce soir mardi, 16 à 20 heures, Bureaux 13 et 14, Bourse du Travail, 4^e étage.

Section Technique des Monteurs-Electriques. — Comme tous les travailleurs du Bâtiment vous êtes exploités. Comme eux, vous subissez les rigueurs, les difficultés

Les sales boîtes

CARROSSERIE BELVALETTE

21, rue Duret, Paris

Il y a près d'un mois, sous cette rubrique, nous avons déjà signalé cette maison, depuis, comme des individus sans conscience, les membres de la direction jettent, chaque matin, un coup d'œil inquiet sur

Le Libertaire déployé tout grand sur le bureau. Aujourd'hui, de nouveau, ils pourront faire la grimace en apprenant notre indignation, car il y a une quinzaine de jours un sellier fut congédié pour soi-disant manque de travail ; ce qui n'empêchait nullement le lendemain les ouvriers de débaucher trois compagnons que la direction avait empêché la journée de dix heures.

Le piège, visiblement grossier, fut heureusement déjoué par « le groupe d'anciens » qui veillait. Les selliers comprîrent et quittèrent maintenant comme tout le monde à 4 h. 15 le soir.

Pendant la semaine dernière, le nommé Fion, récidiva en déchauchant deux anciens compagnons peintres pour manque de travail, alors que huit jours auparavant il avait embauché trois compagnons que la direction n'atteignait pas, et dont un seul seulement avait le prix horaire obtenu par nos appels, refusé de discuter vos légitimes et modestes revendications.

D'où vient cette infériorité des Monteurs-Electriques par rapport aux autres travailleurs. Pourquoi ce mépris, cette arrogance patronale à l'égard des monteurs-electriques ? Tout simplement parce que ceux-ci méconnaissent les principes élémentaires de : « l'Union fait la Force », sont par leur ignorance et leur stupidité orgueil, victimes de leur egoïsme et de leur isolement.

Continueront-ils longtemps encore cette inconséquence absurde, ou bien la sort inférieure et misérable qui leur est fait, devant les difficultés multiples et grandissantes, sortiront-ils enfin de leur torpeur, oseront-ils enfin affirmer comme tous les ouvriers leur droit au mieux-être, auront-ils le courage de montrer au patronat que le syndicat n'est pas le privilège des exploitants.

Mais il est du devoir à tous les exploités consciens de s'organiser pour la défense de ses intérêts spoliés. Les monteurs-electriques comprennent-ils cette essentielle vérité. Oseront-ils, voudront-ils se défen dre ? Si oui, qu'ils se démontrent et agissent au plus tôt. Le syndicat leur en offre le moyen. Ils y trouveront aide et assistance, courage et conscience.

Camarade si vraiment vous êtes soucieux de votre famille, si vous voulez modifier cet état de choses, venez prendre votre place au syndicat, venez apporter votre point de vue, discuter vos intérêts.

Tous au syndicat.

Une réunion aura lieu à la Bourse du Travail, salle Eugène Varlin, le vendredi 19 Décembre à 18 heures.

Tous les adhésions et cotisations sont reçues tous les jours de 9 h. à 11 h. 30 et de 14 h. à 18 h. 30. Les dimanches de 9 h. à 11 h. Bureau 30, 4^e étage, Bourse du Travail.

Au secrétaire-adjoint de l'U.D.U. de Toulon

Chez Moreux, 24, rue Fromart, à Levallois, les quarante-huit heures sont encore légèrement inconnues. La sortie annoncée à 17 h. 30 tous les jours est celle qu'emploient les bons copains qui ne veulent pas travailler plus de huit heures ; et comme la plupart du personnel reste une heure de plus chaque jour, ceux qui quittent à 17 h. 30 sont vite repérés et ne moisissent pas dans cette boîte.

Dans la même rue, chez Auto-Radiator, même sabotage des huit heures. Dans cette boîte le directeur a une haine féroce contre les syndiqués. Quand un camarade est visé par le directeur, il est la proie de ses sarcasmes et en bûche aux éternelles râilleries pour finalement être jeté défors comme un malpropre, et nanti d'un tas de qualificatifs dont il se passerait aisément. Les copains qui entraient dans ces boîtes sont avertis.

Dans le même bureau, chez Auto-Radiator, même sabotage des huit heures. Dans cette boîte le directeur a une haine féroce contre les syndiqués. Quand un camarade est visé par le directeur, il est la proie de ses sarcasmes et en bûche aux éternelles râilleries pour finalement être jeté défors comme un malpropre, et nanti d'un tas de qualificatifs dont il se passerait aisément. Les copains qui entraient dans ces boîtes sont avertis.

Quant à la conférence en faveur du Service Rouge, j'ai fait observer qu'en fait de lutte au coureau aux gouvernements bourgeois, vous ne connaissez que deux manières :

1^o Décrocher des mandats à 27.000 francs l'an, que vous touchez malgré que vous ne votez le budget bourgeois ;

2^o Envoyer des ambassadeurs et banquetter avec Noulens et consorts que vous critiquez quotidiennement dans l'Humanité.

Lorsque vous écrivez dans l'Humanité que nous combattons la révolution russe, vous mentez ; nous combattons les individus malhonnêtes qui se servent du peuple pour arriver au pouvoir, et quand ils y sont ils le font dedans, lorsque ce dernier ne pense pas comme les dictateurs.

Aussi si tu avais un peu de pudeur tu ferais paraître dans l'Humanité la Lorraine Monat, Rosmer, Dellaugier, ainsi que les écrits de Trotsky, à seule fin d'initier ces cochons de payants de l'U.D.U. et du P.C.

Heureusement que Trotsky a du monde derrière lui, sans quoi il y aurait longtemps qu'il irait tenir compagnie dans les prisons de Solovki à ces anarchistes bourgeois qui ne veulent pas travailler.

Les travailleurs les trouvent au P.C. aux postes de fonctionnaires, dans la C.G.T.U., dans les fédérations, dans les U.D.U., aux postes de permanents à quarante francs par jour, pendant que les cochons de payants n'en touchent que dix-huit ou vingt, en se faisant exploiter.

En qualité de demi-bourgeois, nous préférons être exploités plutôt que d'exploiter les camarades, c'est-à-dire vivre aux crochets des organisations.